

L'État distribue donc 300 milliards d'euros au grand patronat et, pendant ce temps-là, quid du spectacle ? L'ouverture des cinémas et des théâtres se fait dans des conditions de précautions sanitaires telles qu'elle est difficilement rentable, en revanche, on peut prendre un avion pour aller à l'autre bout du monde sans même qu'on nous prenne la température à l'arrivée...

Le secteur culturel représente 2,3 % du PIB (2018), c'est 2 fois plus que le secteur de l'industrie automobile. L'État est capable de trouver 5 milliards d'euros pour Renault.

Et pour le secteur culturel ?

C'est toujours quand un gros festival, comme celui d'Avignon, est annulé qu'on se rend compte de toutes les retombées économiques du milieu culturel.

C'est parfois lors d'une grève comme en 2003. Cette année-là, beaucoup de compagnies se sont sacrifiées dans la lutte. Pourquoi ? Parce qu'au fil des années, le Festival Off d'Avignon s'est transformé en paradis capitaliste. Les compagnies doivent s'endetter pour jouer : payer très cher pour un créneau dans un théâtre privé, louer des logements..., à des prix toujours plus exorbitants. Pourquoi s'endetter au point de mettre en péril sa structure ? Parce qu'une bonne partie des programmeurs de salle font leur marché en Avignon. Pour certaines compagnies, ne pas être à Avignon, ne pas prendre ce risque financier, c'est ne pas exister.

En 2003, toutes ces compagnies, tous ces travailleurs du spectacle qui ont fait grève, se sont lancés dans la lutte pour sauver leurs droits.

Aujourd'hui, l'annulation des festivals et la fermeture des lieux de spectacle sont la conséquence de la gestion inconsciente et inconséquente de la crise sanitaire par l'État.

Nous ne demandons pas l'aumône. Nous avons toujours considéré que la survie des travailleurs du spectacle était une question de droits sociaux. Ce que nous demandons ce sont des mesures sociales réelles qui nous permettent de survivre à cette crise et de vivre de nos métiers.

Nous ne sommes pas dupes. Nous savons bien que, pour nos gouvernants, le mot " Culture ", ne signifie pas " culture populaire " (le foot, la cuisine, l'artisanat, etc, ce n'est pas de la culture ?). Non, pour eux, la " Culture " c'est autre chose : une sorte de luxe intellectuel.

Nous n'allons pas jouer les victimes. Les intermittents du spectacle ne sont pas les plus à plaindre, justement grâce aux luttes acharnées que nous avons menées.

Alors, s'il faut parler de la " Culture ", n'oublions pas les artistes plasticiens, les guides conférenciers, et tous ces métiers peu connus de " l'intermittence de l'emploi " (notamment les précaires de la restauration) qui ne bénéficient quasiment d'aucun droits d'ordinaire et sont beaucoup plus touchés par cette crise. Certains n'ont plus de quoi payer leur loyer ni remplir leur réfrigérateur.

Vous l'avez compris, nous défendons plus les travailleurs du spectacle et les petites compagnies qui s'endettent et font la diversité culturelle du Festival d'Avignon que les valets du Prince qui touchent des millions d'euros de subvention. Bref, " Tant qu'un homme pourra mourir à la porte d'un palais où tout regorge, il n'y aura rien de stable dans les institutions humaines " Eugène Varlin

Compagnie Jolie Môme